LES RÈGLEMENTS DES COMPAGNIES DE SAPEURS-POMPIERS DU COUSERANS (1856-1862)

Texte commenté et transcrit par Marigeorges Allabert

Si la lutte contre l'incendie est, jusqu'aux premières années du XIX^e siècle, l'affaire de tous, les autorités municipales confient à certaines corporations du bâtiment un rôle de premier plan. Lorsque le feu s'étend, maçons et charpentiers sont chargés de faire « la part du feu » en abattant les bâtiments voisins à l'aide d'échelles et de crochets. Les moyens de lutte sont rudimentaires : tonneaux d'eau montés sur chariot, seaux en bois, en osier, en cuir enduits de poix, acheminés par des chaînes humaines, souvent peu efficaces. La situation s'améliore, en 1699, avec l'introduction en France, par François Dumouriez du Perrier, d'une pompe à incendie mise au point par les Flamands au début du XVII^e siècle. À Paris, Louis XV crée, en 1716, un corps de 60 gardes pompes dont le secours devient gratuit en 1733.

La Révolution confie aux communes la lutte contre les incendies, les mettant dans l'obligation de disposer de pompes et de seaux à incendie. Le service des pompes relève dès lors des dépenses locales¹. L'incendie de l'ambassade d'Autriche, le 1^{er} juillet 1810, décide Napoléon 1^{er} à créer, un an plus tard, un bataillon de sapeurs-pompiers militaires placé sous l'autorité du préfet de police de Paris. Ce modèle n'est pas étendu aux autres communes : le ministre de l'Intérieur

¹ La loi du 16-24 août 1790, confirmée par la loi municipale du 5 avril 1884, confie aux maires le soin de pourvoir financièrement à l'organisation des secours.

autorise, en 1815, les communes à créer leur propre corps de sapeurs-pompiers, de statut civil, qu'elles ont la possibilité de solder. Dans leur très grande majorité, elles préfèrent organiser leur compagnie au sein de la Garde nationale², milice de citoyens armés, constituée pour défendre le régime en place, dont le service est obligatoire, ce qui facilite le recrutement³, et surtout gratuit.

La première compagnie ariégeoise créée est celle de Foix en 1819 ; elle est réorganisée en 1859. Seize autres compagnies ou subdivisions de compagnie sont créées entre 1848 et 1891, certaines pour quelques années seulement⁴. Celles de Saint-Girons et Massat sont organisées respectivement en 1848 et 1862.

Les compagnies disposent d'un nombre variable d'hommes : en 1866, les effectifs oscillent entre 22 hommes à Ax-les-Thermes et 63 à Foix. Lors de la séance du conseil municipal de Saint-Girons, le 3 mai 1848, trente-cinq « hommes de l'art » sont choisis pour composer la compagnie, à la tête de laquelle est élu⁵, au poste de capitaine, Hubert Ferrage, ingénieur mécanicien. Lors de sa réorganisation en 1857, l'effectif monte à 43 hommes. La commune de Massat décide, quant à elle, le 16 février 1862, de se doter d'une subdivision de compagnie à qui elle versera des indemnités pécuniaires. Elle est composée de 25 hommes. Marcel Galy-Gasparrou y succède, en 1865, à Joseph Vendernoot et à Guillaume Jary au poste de lieutenant.

Les sapeurs-pompiers sont issus des métiers du bâtiment, du cuir (pour l'entretien des boyaux) ou des métaux et ce jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle : architecte, conducteur des Ponts et Chaussées, charpentiers, maçons, menuisiers, plâtriers, charrons, fondeurs, ferblantiers, serruriers, selliers etc. Outre leurs compétences professionnelles, ces hommes sont sédentaires et donc aisément disponibles et sont supposés être en bonne condition physique. L'article 7 du règlement d'administration publique du 29 décembre 1875 qui réorganise sur de nouvelles bases les corps de sapeurs-pompiers rappelle que ces hommes « sont choisis de préférence parmi les anciens officiers, sous-officiers et soldats du génie et de l'artillerie, les agents des ponts et chaussées, des mines et du service vicinal, les ingénieurs, les architectes et les ouvriers d'art »⁶.

Du fait de leur appartenance à la Garde nationale, ces hommes sont armés de fusils, de baïonnettes et de sabres. Les pompiers saint-gironnais sont équipés

2 L'article 40 de la loi du 22 mars 1831 sur la Garde nationale précise que « partout où il n'existe pas de corps soldés de pompiers, il sera autant que possible organisé par le conseil de recensement des compagnies ou subdivisions de sapeurs-pompiers volontaires faisant partie de la Garde nationale ».

3 L'appartenance au corps de sapeurs-pompiers dispensait du service ordinaire de la Garde nationale.

4 Les dates de création des compagnies sont les suivantes : 1848 : Saint-Girons ; 1849 : Pamiers ; 1850 : Saverdun ; 1851 : Ax-les-Thermes ; 1854 : Auzat, Bélesta, Fougax, Lavelanet, Lézat, Mazères ; 1857 : Mirepoix ; 1862 : Massat ; 1870 : Laroque-d'Olmes ; 1871 : Tarascon ; 1876 : Le Mas-d'Azil ; 1891 : Saurat.

5 Les officiers de la Garde nationale sont élus jusqu'en 1852, date à laquelle Louis Napoléon Bonaparte, prince président, décide leur nomination par le pouvoir.

6 Le règlement d'administration publique de 1875 reprend les termes de l'article 40 de la loi du 22 mars 1831 : « Elles [les compagnies] seront composées principalement d'anciens officiers et soldats du génie militaire, d'officiers et agens (sic) des ponts et chaussées et des mines, et d'ouvriers d'art ».

par la commune d'un pantalon et d'une tunique. Chacun d'eux reçoit un fusil, un sabre, une giberne, un ceinturon, un porte-baïonnette, un fourreau de baïonnette, un porte-sabre et une bretelle de fusil, propriétés de l'État, et un casque, propriété de la ville⁷. Les pompiers de Massat reçoivent le même type d'armement ainsi qu'une blouse⁸.

Le matériel (pompes et seaux), dont l'acquisition conditionne la création de la compagnie, est acquis sur les ressources communales. Saint-Girons dispose de deux pompes : la première a été donnée à la ville en février 1844 par « Hubert Ferrage, de cette ville, résidant à Paris pour l'étude et l'exercice de l'art mécanique, [qui] a fait don à la commune d'une pompe à incendie qu'il a conduite lui-même et il faut le dire, a-t-il ajouté, en l'honneur de ce jeune citoyen, à l'aide de ses économies »⁹. La seconde est achetée en 1848¹⁰. La municipalité de Massat équipe sa subdivision de compagnie d'une seule pompe achetée en mars 1862¹¹.

Les archives relatives aux corps de sapeurs-pompiers du XIX^e siècle sont très peu nombreuses et souvent lacunaires. Ainsi, les dossiers émanant de la préfecture et classés dans la sous-série 6 R des Archives de l'Ariège, consacrée aux sapeurs-pompiers de 1800 à 1940, occupent à peine 25 cm sur les rayonnages. Une bonne part de ces documents concerne l'équipement, le port, la reddition des armes. Les fonds d'archives communales offrent quelques compléments d'informations, essentiellement tirés des délibérations communales. Cette rareté documentaire donne d'autant plus d'intérêt aux règlements des compagnies qui ont pu être conservés¹².

Les deux règlements de Saint-Girons et Massat, rédigés à quelques années d'intervalle, rappellent les modes de nomination des sapeurs-pompiers (les officiers par décret impérial, les simples sapeurs par le maire ou par le préfet sur proposition du maire), le nombre d'officiers et de sous-officiers, l'organisation et le rôle du conseil d'administration, les règles disciplinaires et la nature des sanctions. Les corps de sapeurs-pompiers sont organisés au sein de la Garde nationale, même si cette appartenance n'est pas explicitement indiquée. Les obligations des sapeurs-pompiers et notamment celles du clairon ou du tambour chargés de donner l'alerte, la périodicité des manœuvres et exercices, le mode opératoire en cas d'incendie y sont également décrits.

7 A.D.A., 6 R 3. En 1870, la compagnie ne compte plus que 27 hommes et officiers. L'effectif remonte à 51 hommes en 1875. En 1898, l'effectif réel est de 46 hommes, pour une population de 5 915 habitants (A.D.A., 6 R 7).

8 En 1901, les sapeurs-pompiers de province sont autorisés à porter l'uniforme des sapeurs-pompiers de Paris, défini en 1895, à l'exception des boutons et insignes qui sont argentés (et non dorés). Chaque pompier possède alors une grande tenue et une tenue de feu.

9 Délibération du conseil municipal de Saint-Girons du 4 février 1844 (A.D.A., 71 EDT D 3).

10 Délibération du 19 juin 1848 (Ibidem).

11 A.D.A., 2 O 912.

12 L'on ne conserve de règlements d'organisation des corps de sapeurs-pompiers au XIX^e siècle que pour les villes de Foix (A.D.A., 300 EDT H 130), Massat, Mazères (A.D.A., 6 R 2), Mirepoix, Pamiers, Tarascon, Saint-Girons (A.D.A., 6 R 3) et Saurat (A.D.A., 144 EDT H 21).

Le règlement de Saint-Girons prévoit la création d'une caisse de secours mutuels pour les pompiers malades ou blessés lors des interventions¹³, caisse alimentée par les hommes eux-mêmes, par des subventions, des dons ou des amendes et qui donnera naissance, en 1872, à une société de secours mutuels¹⁴. Massat a choisi de verser des indemnités à ses pompiers pour l'entretien du matériel et à titre de récompense. Le règlement réserve au maire (et non à l'officier commandant) la nomination des simples sapeurs-pompiers et prévoit la présence de la compagnie aux diverses manifestations publiques organisées par la commune et son concours pour le maintien de l'ordre¹⁵. Ce rôle de représentation ou de police justifiera, dans de nombreuses communes, le port d'armes, sous condition et avec l'accord des autorités militaires, jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

La suppression de la Garde nationale en 1870 rend caducs les règlements antérieurs. Le règlement d'administration publique du 29 décembre 1875 réorganise les compagnies et crée le statut de volontaire. Désormais, les sapeurs-pompiers doivent s'engager pour une période de 5 ans renouvelable tandis que la commune doit également prendre l'engagement de voter les budgets nécessaires pour l'équipement de sa compagnie, pour la même durée. Saint-Girons prendra un nouveau règlement le 14 juin 1877, puis de nouveau le 19 novembre 1892. La commune de Massat, après bien des hésitations, décidera de réorganiser sa compagnie sur les nouvelles bases de 1875 mais le nouveau règlement n'a pas été conservé.

Il faudra attendre l'entre-deux guerres pour que les dépenses de personnel et de matériel de lutte contre l'incendie soient inscrites comme dépenses obligatoires sur le budget communal et qu'un début de réflexion sur l'organisation à un niveau départemental des moyens de lutte contre l'incendie soit enfin lancé.

« Organisation et règlement des sapeurs-pompiers de la ville de St Girons¹⁶ »

Le titre de sapeur-pompier n'étant qu'un titre d'honneur, une marque de confiance de la ville, on doit chercher à se rendre digne de le conserver par une conduite irréprochable. Ce titre de sapeur-pompier demande un zèle soutenu et l'observation rigoureuse des devoirs qu'il impose.

Le sapeur-pompier doit prendre connaissance des articles qui composent

13 La loi du 5 avril 1851 affirme le droit à une pension temporaire ou définitive, sur le budget communal, pour les pompiers blessés ou malades lors du service. Mais elle est peu appliquée et les pompiers recourent fréquemment à la création de caisses de secours mutuels.

14 A.D.A., 6 R 3.

15 « Il est évident qu'en armant seulement quelques hommes d'élite, dans les plus petits villages, on obtiendra des garanties efficaces pour l'ordre [...]. Les compagnies de sapeurs-pompiers, généralement composées de braves ouvriers ou d'honnêtes artisans, réunissent, la plupart, les conditions désirables sous ce rapport, et formeront pour beaucoup de communes rurales, la seule force armée nécessaire. ». Circulaire du ministre de l'Intérieur portant invitation de désarmer les gardes nationales, et des instructions pour leur réorganisation, du 14 janvier 1852.

16 A.D.A., 6 R 3. L'orthographe et la ponctuation des règlements ont été respectées.

le règlement de la compagnie. Il ne doit pas ignorer que cet engagement tout d'honneur lui prescrit non seulement du dévouement en présence du sinistre, mais l'emploi de toutes ses facultés et celui de ses plus sages réflexions.

Une compagnie de sapeurs-pompiers doit être recrutée parmi les chefs ouvriers de la ville et leurs compagnons. Dans cette catégorie on devra choisir les hommes intelligents, les compagnons forts et sages et qui, capables de comprendre une bonne organisation, auront accepté le règlement qui suit :

Organisation

1° La compagnie des sapeurs-pompiers est composée de :

- Un capitaine ;
- Un lieutenant ;
- Un sous-lieutenant ;
- Un sergent major ;
- Un sergent fourrier ;
- Deux sergents ;
- Quatre caporaux ;
- Trente-deux sapeurs dont deux clairons ;

Elle se subdivise en deux sections comprenant chacun :

- Un sergent-chef de section ;
- Deux caporaux chefs d'escouades
- Seize sapeurs dont un clairon

2° Le capitaine a le commandement de la compagnie ; rien ne sera fait sans son ordre ou sa participation ;

3° En cas de maladie ou d'absence du capitaine, le commandement général de la compagnie est dévolu au grade immédiat ;

4° Le lieutenant et le sous-lieutenant sont les adjudants du capitaine ; ils le remplacent en son absence ;

5° Le sergent major et le sergent fourrier sont chargés de la comptabilité de la compagnie etc. ;

6° Chaque sergent commande une section ; son rang de taille indique la section qu'il doit commander. Il en est de même des caporaux chefs d'escouade ; chacun d'eux s'occupe spécialement sous la direction d'un des adjudants de la section qu'il commande et demeure responsable de son instruction envers le capitaine de la compagnie ;

7° Les clairons doivent sonner le rappel chaque fois qu'ils en reçoivent l'ordre du capitaine et suivre la compagnie ou la section à laquelle chacun d'eux est attaché ;

Ils doivent, aux jours qui leur seront indiqués, venir prendre les ordres du capitaine.

Lorsqu'un incendie se déclare les clairons sont tenus de sonner immédiatement l'alarme, d'abord près le domicile des chefs de la compagnie et de leur désigner l'endroit où s'est déclaré l'incendie ; ils devront ensuite suivre les rues de la ville et indiquer aux habitants le lieu du sinistre.

Après avoir sonné l'alarme, ils rejoindront les pompiers au pas de course ;

Conseil d'administration

8° Le conseil d'administration siège à la mairie ; il se compose de trois officiers qui de droit sont membres du conseil d'administration ; de deux sous-officiers, deux caporaux et deux sapeurs.

Les membres du conseil sont élus par la compagnie pour une année ; ils peuvent être réélus ;

9° Le capitaine convoque et préside le conseil d'administration ; en cas d'absence, il est remplacé dans cette présidence par le lieutenant ;

10° Le maire de la commune assiste, quand il le juge convenable, aux séances de conseil d'administration. Quand il y assiste, il le préside. Le capitaine est obligé de lui donner avis du jour, de l'heure et du sujet de la réunion du conseil ;

11° Le conseil d'administration délibère sur tout ce qui intéresse la compagnie, il fixe le nombre des manœuvres et les réunions obligatoires.

Il détermine la qualité des amendes, admet ou rejette les aspirants sapeurs-pompiers. Les admissions ne peuvent être prononcées par moins de cinq voix.

Il arrête l'inventaire du matériel des pompes, annuellement présenté et qui se trouve consigné sur le registre de la compagnie ;

12° Les délibérations du conseil d'administration ne sont valables qu'autant qu'elles sont approuvées par le maire de la commune ;

13° Le conseil d'administration remplit, à l'égard de la compagnie, et seulement pour ce qui a trait au service des sapeurs-pompiers, les fonctions de conseil de discipline ;

14° Le conseil de discipline inflige, suivant les cas,

1° la réprimande ;

2° la corvée hors tour ;

3° l'amende ;

4° l'exclusion de la compagnie ;

Dans ce cas, le président en donne avis au maire afin que ce magistrat puisse ordonner la restitution des armes et de l'équipement fournis par la commune ;

15° Le montant des amendes est versé dans la caisse de la compagnie ;

16° Après chaque sinistre, le conseil d'administration est convoqué, pour délibérer s'il y a lieu à demander des récompenses pour les sapeurs-pompiers qui les auront méritées par un acte de dévouement.

Obligation des sapeurs-pompiers

- 17° Tout sapeur-pompier quel que soit son grade et son rang est tenu d'assister aux manœuvres rendues obligatoires par le conseil d'administration ;
- 18° Il doit, aussitôt qu'il a connaissance d'un incendie, se rendre, muni de ses insignes et en petite tenue au magasin des pompes ; dans le cas où elles seraient déjà parties, il doit se rendre sur le lieu du sinistre. Il ne pourra quitter son poste ni le lieu de l'incendie sans l'autorisation du commandant ;
L'appel sera fait à la fin de chaque incendie ;
- 19° Les pompes ne doivent sortir des magasins que sous la conduite des sapeurs-pompiers et la direction de l'un des chefs, caporal, sergent ou officier ;
- 20° Les manœuvres relatives à l'établissement des boyaux doivent être faites par les sapeurs-pompiers ; ils ne doivent accepter l'aide des habitans que pour les manœuvres du balancier ;
- 21° Après chaque manœuvre ou exercice et surtout après chaque incendie, l'officier de semaine désignera au capitaine les sapeurs qui auront fait défaut, en indiquant si c'est pour la première, deuxième ou troisième fois. Trois absences consécutives, non motivées et non justifiées, pourront faire rayer le sapeur-pompier du rôle de la compagnie ;
- 22° Tout manque d'obéissance et de respect à l'autorité civile, toute insulte, toute désobéissance à l'un des chefs de la compagnie dans l'exercice de ses fonctions ;
Tout refus d'exécuter un ordre de service donné par le capitaine ou son représentant ;
Toute absence aux exercices, corvées et surtout aux incendies ;
Toute négligence à se rendre au lieu habituel de réunions, au rappel ordonné par le capitaine, sous sa responsabilité ;
Toute provocation au désordre ;
Tout fait d'inconduite notoire ;
Tout fait d'ivresse en uniforme, ou une ivrognerie habituelle, feront traduire le sapeur-pompier devant le conseil d'administration érigé en conseil de discipline ;
- 23° Après une manœuvre ou le lendemain d'un incendie, deux sapeurs-pompiers désignés de corvée, assistés d'un caporal ou sous-officier, se rendront, dès le matin, au magasin des pompes, pour nettoyer, graisser les boyaux, ranger les paniers etc. etc.
- 24° La corvée a lieu à tour de rôle ;
Tout sapeur peut se faire remplacer à la corvée par un autre sapeur, excepté le cas où la corvée serait infligée comme punition ;
- 25° Le service de surveillance sera fait à tour de rôle par un des officiers ;
Les deux sous-officiers seront à leur tour chargés de cette surveillance, ainsi qu'il sera ordonné pour chaque service ;

- 26° Tout sapeur-pompier ne peut se servir des objets remis par la commune, que dans l'exercice de ses fonctions ;
Il est responsable envers la commune des diverses pièces de son équipement, et il doit en faire la remise lorsqu'il cesse de faire partie de la compagnie ;
- 27° Toute détérioration de l'équipement des pompiers dans une manœuvre ou un incendie, doit être signalée au sergent de la section qui en informe les adjoints ; ceux-ci sur l'ordre du capitaine font réparer les objets aux frais de la commune ;
- 28° Les dégâts survenus à l'équipement en toute autre circonstance sont laissés à la charge des sapeurs-pompiers.

Dispositions diverses

- 1° Lorsqu'un sapeur est blessé dans une manœuvre ou un incendie, il est soigné jusqu'à complète guérison aux frais de la commune ;
- 2° Il sera formé une caisse de la compagnie au moyen des sommes que le conseil municipal pourra allouer, soit des gratifications des compagnies d'assurances, soit des dons, soit des amendes des propriétaires incendiés. Toutes ces sommes devront, aussitôt reçues, être versées dans la caisse de la compagnie ;
Les fonds de cette caisse seront déposés entre les mains du receveur municipal ou à la caisse d'épargne ; ils ne devront être délivrés que sur un mandat du capitaine, signé par le maire ;
- 3° Les deux tiers des fonds de cette caisse seront destinés à entretenir et augmenter le matériel des pompes. Le tiers restant pourra être destiné à secourir les sapeurs malades ou blessés par suite de service ou incendie ;
- 4° Toute demande de secours doit être adressée au capitaine, pour être transmise au conseil d'administration qui arrêtera la quotité et la nature des secours à accorder ;
- 5° Le montant des amendes encourues par les sapeurs pour punition ne servira qu'à augmenter les fonds destinés à secourir les sapeurs malades.

Fait à la mairie de St Girons, le 10 octobre 1856. »

Le règlement est approuvé en conseil municipal le 9 novembre 1856 et par le préfet le 17 janvier 1857.

« Règlement constitutif de la subdivision des sapeurs-pompiers de Massat¹⁷.

Séance du 16 février 1852

[...]

M. le maire donne connaissance au conseil du règlement constitutif de la subdivision de compagnie de sapeurs-pompiers qu'il s'agit d'établir à Massat et l'invite à émettre son avis sur ce règlement qui est ainsi conçu :

Titre 1^{er}. Organisation

Art. 1^{er}. Il sera immédiatement formé à Massat (Ariège) une subdivision de compagnie de sapeurs-pompiers qui, recevant sur les fonds de la commune, des indemnités pécuniaires ainsi qu'il sera dit ci-après, est placée sous les ordres directs du maire.

Art. 2. Cette subdivision de compagnie sera composée ainsi qu'il suit :

- Un lieutenant
- Un sergent
- Quatre caporaux dont un remplira les fonctions de fourrier
- Vingt sapeurs-pompiers
- Un tambour.

Art. 3. L'admission des sapeurs-pompiers est prononcée par arrêté du maire qui nomme également les caporaux et le tambour.

Le sous-officier est nommé par arrêté du maire sous l'approbation du préfet. Pour l'emploi d'officier, le maire présentera deux candidats au préfet. La nomination aura lieu par décret impérial.

Toutes les admissions et nominations sont prononcées sous les conditions par les citoyens qui en sont l'objet de se soumettre au règlement de services, de discipline et d'administration dont il leur sera donné connaissance.

Les suspensions de fonctions, les révocations et les renvois de la subdivision seront prononcées par les autorités auxquelles appartient le droit d'admission ou de nomination.

Néanmoins, le maire pourra prononcer provisoirement la suspension de l'officier ou du sous-officier, sauf à en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure.

Art. 4. La tenue des sapeurs-pompiers est fixée comme suit :

- Blouse bleu foncé avec parement bleu de ciel
- Ceinturon en cuir noir avec plaque d'uniforme et sabre
- Casque.

17 A.D.A., 6 R 2.

- Art. 5. En cas d'incendie ou de corvée pour service communal, l'indemnité pour droit de présence sera fixée par le maire.
- L'indemnité à accorder aux caporaux et au tambour sera d'un cinquième supérieure à celle accordée aux pompiers.
- L'indemnité à accorder au sous-officier sera supérieure d'un tiers à celle accordée aux pompiers.
- L'indemnité à accorder à l'officier commandant sera triple de celle accordée aux pompiers.
- Art. 6. La présence aux manœuvres et aux exercices de toute sorte en dehors des deux cas précisés dans l'article précédent, ne donnera jamais lieu à aucune indemnité.

Titre II. Du service

- Art. 7. Le service des sapeurs-pompiers a principalement pour objet l'extinction des incendies, la préservation des propriétés, le sauvetage des personnes et des objets mobiliers menacés par l'incendie.
- Néanmoins les sapeurs-pompiers sont appelés à faire tout service jugé nécessaire par le maire pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans la commune.
- Art. 8. En cas de maladie ou d'absence de l'officier commandant, le commandement de la subdivision est dévolu au sous-officier. Si ce dernier est également absent ou malade, le commandement appartiendra au caporal le plus âgé.
- Art. 9. Le caporal-fourrier est chargé de la comptabilité de la subdivision.
- Art. 10. Chaque caporal, chef d'escouade, s'occupe spécialement de la section qu'il commande et demeure responsable de son instruction envers l'officier commandant.
- Art. 11. Lorsqu'un incendie se déclare, le tambour est tenu d'abord de battre immédiatement près le domicile de l'officier commandant et de lui désigner l'endroit où s'est déclaré l'incendie, et ensuite de suivre les rues de la ville et d'indiquer aux habitants le lieu du sinistre.
- Art. 12. Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade et son rang, est tenu d'assister aux manœuvres rendues obligatoires par le conseil d'administration.
- Art. 13. Il doit aussitôt qu'il a connaissance d'un incendie se rendre, muni de ses enseignes, à la mairie où sera déposée la pompe. Dans le cas où la pompe serait déjà partie, il doit se rendre sur le lieu du sinistre ; il ne pourra quitter son poste ni le lieu de l'incendie sans l'autorisation du commandant.
- L'appel sera fait à la fin de chaque incendie.

- Art. 14. La pompe ne doit sortir du magasin que sous la conduite des sapeurs-pompiers et la direction de l'un des chefs, caporal, sergent ou officier.
- Art. 15. Les manœuvres relatives à l'établissement des boyaux doivent être faites par les sapeurs-pompiers ; ils ne doivent accepter l'aide des habitants que pour les manœuvres du balancier.
- Art. 16. En cas de manœuvre ou exercice et surtout en cas d'incendie ou de corvée pour service communal, trois absences consécutives, non motivées et non justifiées, pourront faire rayer les sapeurs-pompiers du rôle de la subdivision.
- Art. 17. Tout manque de respect à l'autorité civile, toute insulte, toute désobéissance à l'un des chefs de la subdivision dans l'exercice de ses fonctions ;
Tout refus d'exécuter un ordre de service donné par le commandant ou son représentant ;
Toute absence aux exercices, corvées et incendies ;
Toute négligence à se rendre au lieu habituel de réunion, aux rappels ordonnés par le commandant, sous sa responsabilité ;
Toute provocation au désordre ;
Tout fait d'inconduite notoire ;
Tout fait d'ivresse en uniforme feront traduire le sapeur-pompier devant le conseil de discipline.
- Art. 18. Après une manœuvre ou le lendemain d'un incendie, deux sapeurs-pompiers désignés de corvée, assistés d'un caporal se rendront à la mairie pour nettoyer, graisser les boyaux, ranger les paniers etc. etc.
- Art. 19. Tout sapeur-pompier ne peut se servir d'un objet remis par le commandant que dans l'exercice de ses fonctions.
Il est responsable envers la commune des diverses pièces de son équipement et il doit en faire la remise lorsqu'il cesse de faire partie de la subdivision.
- Art. 20. Les dégâts survenus à l'équipement en dehors du service sont laissés à la charge des sapeurs-pompiers.

Titre III. Discipline

- Art. 21. Le conseil de discipline est composé :
- Du lieutenant,
 - Du sergent,
 - D'un caporal,
 - De deux pompiers.

Le caporal et les pompiers membres du conseil de discipline seront désignés par le maire sur la proposition du commandant.

Ils devront être renouvelés tous les ans.

Art. 22. Les manquements aux dispositions du règlement sur le service seront punis suivant les cas par une des peines suivantes :

1° La réprimande

2° Une retenue sur les indemnités pécuniaires attribuées aux sapeurs-pompiers.

Art. 23. Les retenues infligées par le conseil de discipline ne seront exécutoires qu'après l'approbation du maire.

Les sous-officiers, caporaux, pompiers et tambour qui auront encouru la suspension ne recevront aucune indemnité pendant la durée de cette suspension.

Titre IV. Administration

Art 24. Les membres du conseil de discipline forment le conseil d'administration. Le conseil siège à la mairie. Il délibère sur tout ce qui intéresse la subdivision. Il applique le règlement d'administration dûment approuvé. Il vérifie et arrête les comptes du caporal fourrier.

Art. 25. Les indemnités pécuniaires accordées par l'article 5 du présent règlement seront ordonnancées à l'expiration de chaque année par le maire d'après l'état de revue certifié par le commandant.

Art. 26. Les retenues sur les indemnités effectuées en conformité de l'article 23 ci-dessus, les dons des compagnies d'assurance ou des personnes secourues acceptés par le conseil d'administration avec l'autorisation du maire formeront une masse qui sera répartie d'après un état dressé par le commandant et approuvé par le maire entre les sous-officier, caporaux et tambour qui n'auront pas encouru de punition pendant l'année.

Art. 27. Le lieutenant convoque et préside le conseil d'administration. En cas d'absence, il est remplacé dans cette présidence par le sous-officier.

Art. 28. Le maire de la commune assiste, quand il le juge convenable, aux séances du conseil d'administration. Quand il y assiste, il le préside. Le lieutenant est obligé de lui donner avis du jour, de l'heure et du sujet de la réunion du conseil.

Le conseil après discussion approuve en son entier ledit règlement et émet l'avis qu'il soit soumis à l'approbation de M. le préfet du département. Ainsi délibéré et ont signé les membres présents. »

Le préfet approuve le règlement le 3 avril 1862.